

La provocation est une façon de remettre la réalité sur ses pieds. (Bertolt Brecht)

Journal du retraité de Chaumont

<http://cgtretraites-chaumont.fr>

Le site du Syndicat



Syndicat CGT des Retraités de Chaumont - 24 avenue du Général Leclerc - 52000 Chaumont N° 212 - Octobre 2020

PLAN DE RELANCE ET BUDGET 2021 : MACRON NOUS PROMET DES LARMES ET DU SANG !

NOS LIBERTÉS, LA PEUR ET LEUR MÉPRIS

RICHARD VAILLANT, syndicat CGT des retraités de Chaumont

Nous attendions un préfet, vint à nous un prédicateur, un dir-com, si on préfère. Avec ce choix venu du Très Haut qui profita d'un remaniement ministériel pour placer, ici et là, amis, proches, courtisans et champions, nous sommes donc, en Haute-Marne, aux premières loges pour savoir ce qui se trame dans l'Olympe macronien. De quoi tressaillir. Au plan économique, se succèdent des centaines de plans sociaux qui s'additionnent à des millions d'heures de chômage partiel. Et le budget 2021 nous dit que cette politique ultralibérale va s'aggraver encore. Tout pour les riches. Les salariés travailleront plus pour gagner moins, s'ils ne sont pas sans emploi. Et les retraités, ces nantis, pourquoi n'acceptent-ils pas une baisse de leur pension pour sauver le pays ? Un pays dont les contours sont dessinés, trait pour trait, par Macron et le CAC 40... Pour l'écologie, deux mots pour frémir : Unitech et Bure, et un pour gazouiller avec les p'tits zoziaux : parc national.

Mais revenons à notre missi dominici. Chaque jour voit son lot d'interdits, de reproches, d'ukases. La pensée gouvernementale, reprise par le préfet, est d'une clarté et d'une bêtise confondantes. Si la Covid continue ses ravages, si les hôpitaux sont au bord de la crise d'apoplexie, c'est la faute aux citoyens, indisciplinés par habitude, inconscients par nature. La liberté de manifester, pourtant déjà bien mise à mal ces dernières années, se réduit comme peau de chagrin. Demain, on nous fera parvenir des mots d'ordre insipides à crier dans nos rassemblements comme on nous impose, aujourd'hui, le circuit à emprunter, sous peine d'interdiction...

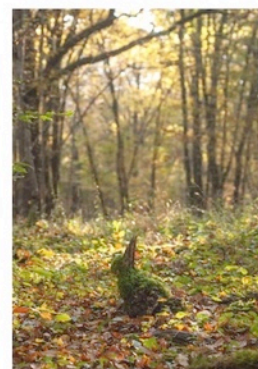
Les plus de 65 ans, auxquels on répète chaque jour le risque qu'ils courent à mettre le nez dehors, baignent dans une ambiance de peur intolérable. Ils ont payé le prix fort dans le confinement, près de 30 000 morts, sans compter ce qu'on appelle pudiquement les morts collatéraux, ni oublier les conséquences physiques et psychologiques de cette politique sanitaire.

Si le gouvernement et ses préfets espèrent juguler la pandémie par l'autoritarisme, le mensonge, la répression, en faisant payer au peuple le prix de leur incurie, ils vont vite déchanter. La peur, le mépris peuvent, certes, conduire au repli sur soi. Mais comment penser que les générations de la Libération et de 68 vont rester éternellement calfeutrées chez elles. Attention au réveil, messieurs les censeurs ! **R.V.**

6^e Exposition d'Octobre
DEUX PHOTOGRAPHES
nature(s)

DOMI DECKER

ÉRIC GIRARDOT



LES 16, 17 & 18 OCTOBRE
Maison des Carmélites
83 rue Victoire de la Marne - Chaumont

EXPOSITION D'OCTOBRE. Cette année, nous vivons *un temps déraisonnable*, pandémie, interdictions en tous genres, obligations sanitaires, qu'elles semblent nécessaires ou politiciennes. On sent comme une envie de nous faire peur.

Nos invités, deux photographes virtuoses, des styles qui s'entrechoquent. Nature(s) étranges, troublantes et magiques, leurs œuvres nous attendent à la Maison des Carmélites...

Allions-nous pouvoir tenir cette sixième édition ? S'il semble que la visite de l'expo pourra se dérouler en tenant compte des contraintes qui nous sont imposées et bien qu'elles soient susceptibles de modifications jusqu'au jour même de l'événement. Le vernissage ne sera pas la fête grandiose que nous offrons à nos invités. Nous devons nous adapter. Une chose est sûre et certaine, l'expo aura bien lieu. C'est pour nous un acte de foi et de résistance.

LIBERTÉ CHÉRIE OU LIBERTÉ CHIERIE ¹ ?

G. TARDENOIS

Le 5-2 n'est plus en rouge. Non ! Il est en « zone d'alerte ». Nouvelle 6° carte de France et nouvelle appellation qui nous renvoient à la même chose. C'est à y perdre son latin, surtout au vu des chiffres quotidiens sur la situation du virus dans le département. N'empêche, les restrictions, punitions avec mesures pécuniaires violentes disent certains, qui vont de soi selon le nouveau préfet, n'ont pas traîné. La Gazette des communes² publie d'ailleurs, le 24 Septembre, une tribune sur la **proportionnalité** qui rappelle ce point essentiel : « *dans un Etat de droit, la liberté doit rester la règle et la restriction de police l'exception.* ». Nous en étions déjà loin. Nous nous en éloignons à nouveau. Et de beaucoup.

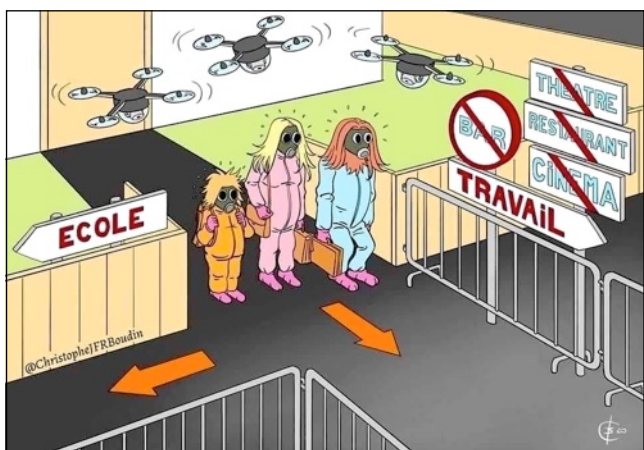
Bien des interrogations restent en suspens parmi la multitude que laisse planer l'ignorance ou la mal-information dans laquelle nous sommes tenus et que le nonchalant « *Il vaut mieux que nous prenions des mesures maintenant* » n'a fait qu'aggraver.

Ainsi à peine arrivé dans le 5-2, une bise et un serrage de paluches entraperçus auront suffi au préfet pour édicter le niveau de « coercition » (sic) applicable et même regretter que « *l'état de droit* », qui n'est en fait plus qu'un droit de l'Etat autoritaire, ne permette pas l'intrusion dans le cocon familial pour y interdire des effusions bien trop laxistes. Or les juristes soulignent expressément que les mesures préfectorales prises au-delà de la loi doivent être « *strictement proportionnées aux risques sanitaires encourus et appropriées aux circonstances de temps et de lieu. Il y est mis fin sans délai lorsqu'elles ne sont plus nécessaires* ». Dixit le décret du 30 juillet 2020.

Dimanche 27, récidive : le JHM titre « *Rave Party : le préfet prend les devants* ». Comme à l'accoutumée, « prendre les devants » signifie à l'inverse « prendre par derrière ». Nous en connaissons la chanson à Chaumont. C'est ici qu'a été inaugurée l'arrestation de manifestants avant manifestation. Avant même de prendre le train pour s'y rendre, à 250 km de là. Présomption de participation constatée par (prémonition ironique) la simple **possession d'un masque** valant garde-à-vue ! Va-t-il falloir modifier l'hymne : « *Liberté, liberté chierie...* » ?

¹Chierie n.f. Fam. Chose très ennuyeuse.

²<https://www.lagazettedescommunes.com/697175/covid-les-mesures-restrictives-de-liberte-resistent-elles-au-test-de-proportionnalite/>



COUP DE CHIEN SUR S'EMPLOI

Plans « sociaux »... C'est par cet euphémisme que sont nommées les charrettes de licenciements. L'usage de ce mot n'est là que pour atténuer l'onde de choc provoquée par la fermeture d'entreprises et la mise à la porte de centaines, voire de milliers de salariés. Tout plan « social » concocté par le patronat est **antisocial** par nature.



L'euphémisme n'est cependant pas le seul mot à être extrait de notre lexique quand le **paradoxe** est outrageusement manipulé. Ainsi, l'adage selon lequel « Si tu veux la paix, prépare la guerre » est repris et remodelé en fonction de la situation économique et, surtout, de la boulimie des actionnaires : « Pour sauver l'emploi, supprimons des emplois ». Cette façon de penser n'est pas seulement paradoxale, elle est extrêmement dangereuse puisqu'elle nuit à la compréhension des bouleversements sauvages en cours, brouille les pistes et tait l'écrasante responsabilité du pouvoir dans le marasme actuel.

À ces deux abus de langage - et de confiance -, ajoutons les mensonges et les non-dits comme, par exemple, les déclarations ministérielles et gouvernementales concernant le tout récent cataclysme béthunois : pas d'argent à investir, ont déclaré les patrons de Bridgestone ! Nos dirigeants ont-ils gobé le mensonge ? Pourquoi n'ont-ils pas dénoncé l'immonde supercherie alors que le groupe nippon vient de dépenser 160 millions d'euros dans son site polonais et 140 millions dans le site hongrois où vont être délocalisées les productions de Béthune ? Pourquoi sont-ils restés muets sur le rachat, par le même, de trois entreprises : Speedy, Côté Route et First Stop ? Pas d'argent ?

Lorsque, le 21 septembre, Elisabeth Borne, ministre du Travail, et Agnès Pannier-Runacher, ministre de l'Industrie, ont rendu visite aux Pas-de-Calaisiens sinistrés, c'est avec des trémolos dans la voix qu'elles ont répondu à la colère des habitants. Une décision aurait pourtant pu être prise, séance tenante, bien plus bénéfique que leurs minauderies : travailler à l'élaboration d'une loi interdisant toute délocalisation.

Le pompon revient tout de même à l'inoxydable Bruno Le Maire qui déclarait le 28 du même mois : « Nous ferons toutes les exonérations de charges sociales nécessaires aux entreprises » ajoutant que « soutenir les entreprises, c'est soutenir l'emploi ». Voilà encore un paradoxe dont René de Obaldia donnait la définition suivante : « *Un paradoxe est une opinion qui vit de ses charmes aux dépens de la vérité* ». N'est-il pas nécessaire de le rappeler aujourd'hui ?

JACK FORMET

Carola Rackete Capitaine courage



Elle avait forcé le blocage du port italien de Lampedusa en 2019 pour y débarquer des migrants que son navire, le « Sea-Watch 3 » avait sauvé de la mort. La capitaine Carola Rackete publie ce mois-ci un livre dans lequel elle raconte son expérience. Un vibrant plaidoyer qui en appelle au courage de tout un chacun contre l'inhumanité... Entretien sur le site Reporterre : <https://reporterre.net/>

« IL NE S'AGIT PLUS D'ÊTRE OPTIMISTE OU PESSIMISTE
MAIS DE S'ENGAGER »

LE PRÉFET VEUT LUI AUSSI RÉANIMER LA RÉA

Une brève du Jhm nous apprend que le préfet de Haute-Marne se déclare favorable à la réouverture du service Réa à l'hôpital de Chaumont. C'est ce qu'il aurait indiqué à Christine Guillemey maire de Chaumont lors d'une rencontre.

Félicitons-nous de cette prise de position qui tranche nettement avec celle, incompréhensible et autoritaire, de l'ARS.

Espérons qu'il s'agit là d'une volonté de mettre enfin un terme aux attaques subies depuis des décennies par notre centre hospitalier : fermeture de lits, suppression et privatisation de services.

Dans le même ordre d'idées, comme nous l'écrivions la semaine dernière, le préfet pourrait nous éclairer sur le plan dit « de performance » qui prévoit d'y supprimer 150 emplois. Bref, il ne reste plus pour la Réa et la sauvegarde de l'hôpital qu'à passer à l'acte !

SIDO PART. NI REGRETS NI ADIEUX

Une nouvelle toute fraîche : la démission par Bruno Sido de son mandat départemental.

Au cœur de la « convenance personnelle », les escarmouches virant au conflit avec le nouveau président du département, et le coup de grâce avec le vote sur Unitech.

Inconditionnel soutien de Cigéo et initiateur d'une Marne-nuclear-Valley, il est aussi le sénateur marqué par une condamnation inscrite au casier judiciaire qui a pratiqué, à l'instar du couple Fillon, l'emploi, largement fantôme, et jusqu'à peu, de son épouse en qualité « d'attachée parlementaire ». Entre autres « qualités » du personnage.

LIBERTÉS : VIOLATIONS POLICIERES, ADMINISTRATIVES ET JUDICIAIRES.

Mardi 29 septembre à 6h20 sur France inter. Invitée, la présidente d'une organisation dangereusement gauchoterroriste est au micro. Démarrage sur les chapeaux de roues : « 40 000 personnes abusivement condamnées en France lors de la crise des gilets jaunes... ». S'il ne sera pas question, comme sur Médiapart qui relaie le

journaliste et désormais cinéaste David Dufresnes (« Un pays qui se tient sage ») des morts, blessés, éborgnés et mutilés, la charge est cependant sévère. Le pays de la déclaration des Droits de l'homme à la ramasse ! Un exemple : "Oui au muguet, non au LBD" constitutif d'un outrage, d'après un procureur qui exige des excuses à faire au commissaire ayant « constaté l'infraction » !

L'ONG perturbatrice de la macronie via Darmanin est [amnestyfrance](http://amnestyfrance.org). qui dénonce les entraves à la liberté de manifester en France. Voir page 4



ELLES BIODIVERSIFIENT AU DOIGT MOUILLÉ

[#barbarapompili](#) & [#b_abba](#) dans toute leur splendeur. Invitée de bourdin-direct, Barbara Pompili se plante :

- Vous connaissez le Scombrus ?
- Je ne suis pas spécialiste de toutes les espèces animales [...] ou végétales ...
- C'est un chalutier géant qui va pêcher 200 tonnes par nuit dans le golfe de Gascogne, soit 2 000 en 10 jours de marée.

[#Pathétique](#) : Sors de ce corps, Sibeth.....

LUBRIZOL : LA MOBILISATION CONTINUE

Il y a un an, des milliers de mètres carrés de toiture amiantée et 5 253 tonnes de produits chimiques partaient en fumées à Rouen, sur le site de l'usine Lubrizol, classée

Seveso 2. « Lubrizol coupable, État complice », « Pollueur payeur, État menteur »... 1 200 personnes ont manifesté le 26 septembre à Rouen pour demander des comptes à l'État et à l'entreprise. Peu de sanctions, sinon très faibles, ont été appliquées.

Lubrizol avait été sanctionnée en 2013 d'une amende de 4 000 euros pour une fuite ! **SITE CGT**

OMS VS VILLE - POLÉMIQUE (REBELOTE)

Démission du président Martial Guillaume pour « absence de dialogue démocratique... ». Réponse des élus (pas trop de deux) : « subventions aux associations 481 700 € ». C'était pas la question, mais c'est leur réponse. Beaucoup ?

Détail, mesdames, SVP : 480 000 (dont près des 2/3 hors OMS, au CVB52-Pro, au CFC et au CMES), c'est seulement 1,35 % sur un budget fonctionnement de 35,5 Millions...1,35%...

OMS : Office Municipal des Sports

En choisissant/D'être présent/
Près du pouvoir/Depuis
longtemps/Sans plus d'espoir/
D'indépendance
Il est certain/Que son destin/De
la mairie/Est dans la main.

OMS : Office à la Mairie Soumis ?



SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉS CGT DE CHAUMONT

CHAQUE SEMAINE, VOUS LISEZ AVEC INTÉRÊT LE JOURNAL DES RETRAITÉS DE CHAUMONT
AIDEZ VOUS AUSSI À SA DIFFUSION EN VERSANT À LA SOUSCRIPTION

Nom : Prénom :

Verse.....euros

REMETTRE À UN.E MILITANT.E DU SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT

LE BILLET À BB DÉPUTÉS



“La différence entre un cocu et un député, c’est que le premier n’est pas obligé d’assister à la séance” (A. Santini).

Aujourd’hui, les cocus d’une politique poisseuse, c’est nous, obligés que nous sommes d’assister au bal des députés déserteurs de la REM qui retournent leur veste à tour de bras pour se recaser aussi sec, la soupe étant trop bonne au Palais *Bubon* ! Glisser de la Rem au Modem, ce n’est jamais que retirer du fric de sa poche droite pour le fourrer dans sa poche gauche et vice-versa, alors la moisson reste généreuse.

Encore hier, le numéro 2 du Parti, est parti voir ailleurs que l’herbe est toujours aussi verte pour qui sait s’engraisser à tous les râteliers, suivi en cela par d’autres. Du coup, le groupe macronite perd la majorité absolue à l’Assemblée même si la coalition de ces énergumènes ne change rien à la validation aveugle de la pensée unique présidentielle.

À les entendre, faire un pas de côté pour mieux avancer, serait vital pour une république en marche qui se prend sans cesse les pieds dans la carpette. “Le malaise est profond dans notre mouvement. Nous ne savons plus qui nous sommes et ce que nous portons” déplore Aurore Bergé, qui brille plus par ses twittes que la lampe du même nom. C’est à cela d’ailleurs qu’on reconnaît les partis politiques totalement déconnectés des besoins du peuple et dont l’accession au pouvoir n’est très souvent que le fruit du hasard ou...d’habiles manœuvres !

Certes, ces opportunistes se sont finalement rendu compte qu’ils n’étaient que des godillots au service d’un Macron décidant de tout et de rien, potentat d’une gouvernance verticale où tous les projets viennent du sommet sans tenir compte des réalités ni des attentes de la base. Ainsi font font font les petites marionnettes, trois petits tours et puis s’en vont...becqueter chez le voisin.

Reste que seuls les imbéciles ne changent pas d’avis sans préavis, sauf que ces malappris trahissent leur électorat sans vergogne. Car ces élus immoraux portant diverses casaques en cours de mandat trompent honteusement leurs électeurs, se foutant viscéralement de ceux qui les ont adoués pour l’étiquette et le programme global enfantés par le parti qui les a cornaqués. S’ils commandaient un faisan doré sur canapé et qu’on leur servait de la dinde bouillie en papillotes, ils feraient la gueule. Passer d’un bord à l’autre, c’est comme changer le menu sans accord du client, pitoyable ! Je vous le dis : cette *députaillerie* qui nous coûte très cher ne sert à rien.

BERNARD BLUM - 30 septembre 2020

LE DROIT DE MANIFESTER EST EN DANGER

UNE PÉTITION D’AMNESTY INTERNATIONAL FRANCE

Pour de simples slogans, des banderoles ou pour avoir voulu se protéger des gaz lacrymogènes, des milliers de manifestants pacifiques ont été arrêtés en France : aujourd’hui le droit de manifester est en danger !

Depuis des mois, nous enquêtons sur les arrestations pendant les manifestations en France. Nos conclusions : les autorités ont déployé un arsenal de lois trop vagues ou contraires au droit international pour interpellier, poursuivre, voire condamner des gens qui n’avaient commis aucune violence, mais aussi des journalistes ou des observateurs des droits humains.

Cette situation ne peut plus durer : il est urgent de changer les lois et pratiques pour protéger le droit de manifester. Avec nous, interpellez Emmanuel Macron pour mettre fin aux arrestations arbitraires !...

La pétition est à signer et la vidéo à voir sur notre page Facebook ou à l’adresse :

<https://www.amnesty.fr/liberte-d-expression/petitions/manifestants-pas-criminels>

DES SERVICES PUBLICS ACCESSIBLES À TOUS !

Dès 2017, le rapport du Défenseur de droits pointe le recul de l’accueil dans les services publics à l’ère de la dématérialisation et des difficultés croissantes pour les démarches administratives. Promouvoir les services publics au XXIème siècle est un réel enjeu de société. L’essor des nouvelles technologies incite à se “moderniser”, mais pour quelle



traduction ? Le gouvernement s’appuie sur le plan de relance annoncé pour accélérer la numérisation de l’État. Une enveloppe d’un milliard d’euros est décidée pour mettre en œuvre la loi sur la dématérialisation des démarches administratives applicable en 2022. Retraités, salariés, ménages devront réaliser leurs démarches en ligne pour 250 d’entre elles.

L’exemple de la Caisse nationale d’assurance vieillesse, où 4 démarches sont numérisées, est révélateur. Selon l’observatoire gouvernemental, seulement 29% des usagers sont satisfaits de cette offre. Comment peut-il en être autrement ? Cette numérisation intensive s’opère à marche forcée sans tenir compte du contexte social. Le gouvernement raisonne sans prise en compte de l’humain. Que souhaite l’usager ? Est-il équipé d’un matériel adapté ? A-t-il envie de s’équiper ? En a-t-il les moyens ? Le réseau haut débit est-il efficace dans la zone où il réside ? Les plus pauvres, les plus âgés deviennent les laissés pour compte d’une société ultralibérale qui “évolue” sans eux. **SITE UCR CGT**

UN P’TIT DERNIER POUR LA ROUTE

Le titre de l’édito de notre dernier journal (*le préfet nouveau est arrivé*) a fait pas mal jaser, parfois rire et a inspiré un de nos fidèles lecteurs.

« *Comme le Beaujolais, le préfet nouveau est arrivé... et il nous sert (serre) un p’tit coup de rouge* »

PRENEZ CONTACT/ADHÉREZ

À RENVoyer : SYNDICAT **CGT** DES RETRAITÉS DE CHAUMONT
24 AVENUE DU GÉNÉRAL LECLERC 52000 CHAUMONT

Nom : Prénom :

Adresse :

Mail : Téléphone :

Mail secretariat@cgtretraites-chaumont.fr Tél : 06 79 61 00 78